

DANS L'ACTUALITE du 17 au 23 octobre 2014

Textes officiels

JORF n° 0246 du 23 octobre 2014

[Décret n° 2014-1230 du 21 octobre 2014 relatif aux travaux de sécurité sur les installations d'ascenseurs](#)

JORF n° 0243 du 19 octobre 2014

[Décision n° 2014-422 QPC du 17 octobre 2014 Chambre syndicale des cochers chauffeurs CGT-taxis](#)

Projet / proposition de loi

Un projet de loi organique précise les conditions de la procédure de destitution du Président de la République (article 68 de la Constitution)

Le Sénat a adopté le projet de loi organique relatif à la destitution du Président de la République en cas de manquement à ses devoirs.

[Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution.](#)

Conseils intercommunaux : une proposition de loi pour encadrer l'accord local de représentation des communes

Mercredi 22 octobre, le Sénat a adopté une proposition de loi qui autorise l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération.

[Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération](#)

Jurisprudence

Compétence juridictionnelle pour ordonner une expertise en référé se rapportant à la responsabilité encourue par l'exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement

[TC 13 octobre 2014, req. n° 3964](#)

Définition de la clause exorbitante: le Tribunal des conflits retient la notion de clause impliquant, dans l'intérêt général, qu'un contrat relève du régime exorbitant des contrats administratifs.

[TC 13 octobre 2014, req. n° 3963](#)

La dispense irrégulière de conclusions n'est pas un moyen d'ordre public

[CE 15 octobre. 2014 Société Geciotel, req. n° 365074](#)

Détermination du nombre de mètres carrés de surface dont la construction est autorisée sur la parcelle et conséquence de l'absence de cette détermination

[CE 15 octobre 2014 Association de sauvegarde de l'environnement de la zone d'activité technologique du Plan du Bois à La Gaude \(ASEZAT La Gaude\), req. n° 349775](#)

Communication de documents administratifs détenus par un organisme privé chargé d'une mission de service public

[CE 15 octobre 2014 ministre de l'économie et des finances; req. n° 365058](#)

Réponse ministérielle

Question écrite Sénat n° 12740 - 16 octobre 2014 - [Annulation d'un procès-verbal d'infraction aux règles d'urbanisme](#)

Question écrite Sénat n° 8398 - 16 octobre 2014 - [Permis de construire d'un immeuble à balcons surplombant la voie publique](#)

Question écrite Sénat n° 12223 - 9 octobre 2014 - [Police municipale et infractions en matière d'urbanisme](#)

Question écrite Sénat n° 11764 - 9 octobre 2014 - [Interprétation de la notion de « surélévation significative » d'une terrasse](#)

Vu par ailleurs

Administration

Administration : Pas de nouvelle ? Bonne nouvelle !

[Le secrétaire d'État chargé de la réforme de l'État et de la simplification, Thierry Mandon a présenté mercredi 22 octobre en Conseil des ministres les projets de décrets mettant en oeuvre le « silence vaut accord » au sein des administrations d'État. Une petite révolution administrative pour les particuliers et les entreprises](#)

Source : le Moniteur du 22/10/2014

Synthèse de la consultation publique

[Projets de décret pris pour l'application de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration : synthèse des observations de la consultation publique](#)

Source : DAJ du 23/10/2014

Urbanisme

Le chantier de la Samaritaine terminé « fin 2017 si tout va bien » estime Bernard Arnault

[La nouvelle Samaritaine prévoit plus de 20.000 m² de commerces \(dont 2.000m² pour les montres, 500 m² pour Louis Vuitton...\), un hôtel Cheval Blanc, des bureaux, une centaine de logements sociaux et une crèche. Un investissement total d'au moins 460 millions d'euros...sans compter les frais liés au bras de fer judiciaire.](#)

Source : le Moniteur du 23/10/2014

ANRU : Nicolas Grivel sera le nouveau DG

François Hollande a désigné Nicolas Grivel à la direction générale de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), a annoncé mercredi soir l'Elysée dans un communiqué.

Source : le Moniteur du 23/10/2014

Sylvia Pinel présente un plan visant à renforcer l'efficacité du Dalo

Sylvia Pinel a présenté, le 20 octobre, un plan d'action en faveur des personnes relevant du Dalo et annoncé la création d'une commission spécifique dédiée aux relogements des ménages bénéficiant du Dalo en Ile-de-France, au sein du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH). Le plan reprend les grandes lignes de celui préparé par Cécile Duflot (et jamais présenté pour cause de démission) : il s'agit de "mieux utiliser les contingents de l'Etat dans les territoires", "renforcer la mobilisation des partenaires" (dont les maires) et mieux informer les personnes reconnues prioritaires Dalo.

Source : localtis.info du 21/10/2014

Environnement

Promotelec dévoile l'évolution des opérations appliquant la RT 2012

Depuis trois ans, l'association Promotelec analyse les retours d'expérience sur les constructions basse consommation. Originalité cette année, elle étudie pour la première fois les évolutions liées à la RT 2012, entrée en vigueur le 1er janvier 2013.

Source : le Moniteur du 23/10/2014

Point de vue – « RGE...pas comme ça » s'explique

Suite à notre article « RGE : ça coince », le collectif « RGE...pas comme ça », a tenu à préciser, en réponse aux positions de la FFB et de la Capeb et à la vive réaction d'Alain Maugard, président de Qualibat, sa position quant à l'éco-conditionnalité et à la qualification RGE.

Source : le Moniteur du 22/10/2014

Collectivité territoriale

En commission, le Sénat dessine une France de quinze régions

Réunis en commission spéciale le 21 octobre pour préparer l'examen en seconde lecture du projet de loi sur les contours des régions, les sénateurs ont décidé de rendre l'Alsace et le Languedoc-Roussillon maîtres de leur destin. Les députés les avaient inclus dans des mégas-régions.

Source : localtis.info du 22/10/2014

Réforme ferroviaire : les premiers décrets d'application en consultation

Quatre projets de décret, soumis à consultation par l'Autorité de régulation des activités ferroviaires, précisent la future architecture mise en place par la réforme ferroviaire au 1er janvier 2015, à travers un établissement public de "tête", SNCF, et deux établissements "filles" : SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

Source : localtis.info du 21/10/2014

Transport

Le Sénat crée un groupe de travail sur les concessions autoroutières

La commission du Développement durable du Sénat a annoncé mercredi 23 octobre la création d'un groupe de travail sur les concessions autoroutières, après le « constat stupéfiant » de l'Autorité de la concurrence, qui avait évoqué, dans son récent avis, une situation de « rente ».

Source : le Moniteur du 23/10/2014

Plan de relance autoroutier : l'occasion pour l'Etat de reprendre la main ?

Le président de l'Autorité de la concurrence, Bruno Lasserre, qui avait estimé en septembre que les sociétés concessionnaires d'autoroutes bénéficient d'une situation de « rente », a réaffirmé mercredi 22 octobre que l'Etat devrait profiter du plan de relance autoroutier pour « reprendre la main ».

Source : le Moniteur du 22/10/2014

Arriva veut concurrencer la SNCF sur les Intercités

[Arriva ne cache rien de ses ambitions commerciales sur le marché français. Après avoir fait des œillades aux régions pour prendre le relais de la SNCF sur les lignes TER, la filiale de la Deutsche Bahn s'intéresse désormais aux Intercités ou trains d'équilibre du territoire \(TET\), pourtant en déficit chronique.](#)

Source : localtis.info du 22/10/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 35-2014 du 20 octobre 2014 p.1985, *Propositions de revalorisation du recours gracieux en matière d'urbanisme – Le grand oublié des réformes relatives à la régularisation des autorisations*, par Frédéric Rolin

AJDA n° 35-2014 du 20 octobre 2014 p.1994, *La réforme de l'urbanisme commercial par la loi du 18 juin 2014 – Un peu plus d'urbanisme, un peu moins de commerce*, par Jean-François Joye

AJDA n° 35-2014 du 20 octobre 2014 p.2018, *Quel régime contentieux pour le permis de construire valant permis de démolir*, conclusions de Michaël Revert

Construction et urbanisme n° 10 – Revue LexisNexis - Octobre 2014, comm. 129, *Du retrait « implicite » du permis de construire*, par Damien Dutrieux

Les cahiers juridiques de la Gazette n° 177 – octobre 2014 p.16, *Loi Alur – La réforme des sites et sols pollués*, et *Le renforcement du rôle intégrateur du Scot*, par Arnaud Gossement et Marie Renouf

Les cahiers juridiques de la Gazette n° 177 – octobre 2014 p.27, *Permis de construire – Quand le juge traque les requérants abusifs*, par Elsa Sacksick et Maxime Girin (Analyse parue dans La gazette des communes n° 27/2229 du 7 juillet 2014 p.44)

Presse

Le gouvernement allège 1.200 autorisations administratives

[Le gouvernement a présenté ce mercredi en conseil des ministres le décret mettant en œuvre le principe « silence vaut accord » pour 1.200 autorisations administrations. De nouvelles mesures de simplification seront dévoilées le 30 octobre à l'Élysée.](#)

Source : les Echos du 23/10/2014